



Appel d'Offres National Ouvert

N°

/AONO/MINSANTE/ CIPM/2026

relatif aux travaux
d'aménagement extérieur des voies d'accès du Centre d'Imagerie Médical de L'hôpital
Régional Annexe de Meiganga dans le Département du Mbere, Région de l'Adamaoua. En
procédure d'Urgence

1 - Objet :

Le présent appel d'offres a pour objet l'exécution des travaux d'aménagement
extérieur des voies d'accès du Centre d'Imagerie Médical de L'hôpital Régional Annexe de
Meiganga dans le Département du Mbere, Région de l'Adamaoua. En procédure d'urgence

2 - Consistance des travaux

Les travaux, objet du présent appel d'offre comprennent :

- Installations ;
- Nettoyage et terrassements ;
- Aménagement-Chaussée ;
- Assainissement- drainage ;
- Ouvrages d'Art ;
- Divers.

3 - Tranches /Allotissement

Les travaux du présent appel d'offres se décompose en un (01) lot unique.

4 - Coût prévisionnel :

Le coût prévisionnel travaux objet du présent appel d'offres est de **soixante un millions
deux cent treize mille deux cent quarante-deux (61 213 242) FCFA**

5 - Délai d'exécution :

Le délai d'exécution prévue par le Maître d' Ouvrage pour la réalisation des travaux est
de trois (03) mois.

6 - Participation et origine

La participation au présent appel d'offre est ouverte aux entreprises de droit
camerounais ayant des compétences dans le domaine des BTP.

7- Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres à l'issue des études préalables seront
financés par le BIP MINSANTE sur la ligne d'imputation budgétaire : **40 412 01 33000008
523316.**

8- Mode de soumission

La soumission sera faite exclusivement en ligne et via la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>

9- Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission, acquittée à la main, timbrée et datée, accompagnée du récépissé de la CDEC. Délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à : **1 225 000 Francs CFA Toutes taxes comprises**, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Consultation du dossier d'appel d'offres :

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du MINSANTE sise à « l'Immeuble de la Santé » abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) non loin de l'immeuble siège de la Croix - Rouge Camerounaise à Yaoundé (Téléphone/fax 222 22 10 21), dès publication du présent avis et la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

11- Acquisition et retrait du dossier d'appel d'offres :

Le dossier peut être obtenu au Service des Marchés Publics au Rez de chaussée de l'Immeuble de la Santé abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) situé à proximité de la Croix Rouge (téléphone/fax 222 22 10 21), dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **Cent Mille (100 000) Francs CFA**. Lors du retrait du dossier, le soumissionnaire devra remettre une copie de son reçu de versement portant bien son nom, le nom du Maître d'Ouvrage et le numéro de l'appel d'offres. Il est également possible d'obtenir le Dossier d'Appel d'Offres par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres.

12- Remise des offres :

Les offres seront transmises par voie électronique via la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> au plus tard le **03/11/26** à 13 heures, heure locale. Une copie de sauvegarde de l'offre de soumission en même temps que l'originale de la caution de soumission et du récépissé de la CDEC, enregistrée sur trois (03) clés USB devra être transmise en aux service des marchés publics (bureau des appels d'offres) du ministère de la santé publique, situé à proximité de la Croix Rouge (Téléphone/fax 222 22 10 21), sous plis scellé avec indication claire et lisible « copie de sauvegarde » devra porter la mention :

« Avis Appel d'Offres National Ouvert N° AONO/MINSANTE/CIPM/2026 relatif aux travaux d'aménagement »

extérieur des voies du Centre d'imagerie Médical de L'hôpital Régional Annexe de Meiganga dans le Département du Mbere, Région de l'Adamaoua. En procédure d'Urgence. A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13- Recevabilité des offres :

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être soumises sur la plateforme COLEPS.

Toute offre non conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission timbrée et acquittée à la main accompagnée du récépissé de la CDEC d'un montant d'un millions deux cent vingt-quatre mille deux cent soixante-six (1 225 000), délivrée par un organisme financier de premier ordre agréé par le Ministère chargé des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres , entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

NB :

- Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable ;
- Ces pièces administratives devront être en cours de validité.

14- Ouverture des offres :

L'ouverture des offres (**pièces administratives, offres techniques et financières**) se fera en un temps via la plateforme COLEPS et aura lieu le 03/11/26 par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINSANTE, sise à l'immeuble Ex-PSFN situé à proximité du siège de la Croix Rouge camerounaise, à partir de **14 heures**, heure locale, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15- Principaux critères d'évaluation :

Les critères d'évaluation fixent les conditions minimales à remplir. Il s'agit notamment :

❖ Critères éliminatoires

- a) Absence de la caution de soumission timbrée, datée, signée et acquittée à la main, accompagnée du récépissé de dépôt à la CDEC à l'ouverture des plis.
- b) la non-production au-delà du délai de 48 heures après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- c) fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées
- d) non-respect d'au moins 75 % Critères essentiels ;
- e) l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années et ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par l'ARMP ;
- f) du non-respect du format de fichier des offres ;
- g) l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- h) Absence du certificat de catégorie C (Sous-secteur bâtiment et équipement collectifs) en cours de validité ;
- i) l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, SDP) ;
- j) l'absence de la charte d'intégrité datée et signée sur l'honneur ;
- k) absence de la capacité financière d'au moins cinquante pourcent (50%) du montant prévisionnel d'un montant de **30 606 621** Francs CFA Toutes taxes comprise ;
- l) Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;

NB :

- La caution produite et n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente ;
- La caution présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture est irrecevable.

❖ Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires seront faits suivant le système binaire (Oui/Non) porteront à titre indicatif sur :

- a) la présentation de l'offre ;
- b) Deux (02) références d'un montant cumulé d'au moins soixante millions (**60 000 000**) de Francs CFA au cours de Trois (03) dernières années (2025, 2024, 2023) ;
- c) la qualification et l'expérience du personnel technique de l'entreprise ;
- d) les moyens logistiques
- e) La méthodologie – Planning d'exécution des travaux ;
- f) Conditions d'acceptation de l'Appel d'Offres (CCAP et CCTP) datés et signés avec la mention (lu et approuvé) ;
- g) Seules les soumissions qui auront obtenues au moins 75% de Oui seront admises à l'analyse financière ;
- h) la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée sur l'honneur ;
- i) la charte d'intégrité signée sur l'honneur.

16- Attribution du marché :

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre aura été jugée conforme pour l'essentiel aux dispositions du DAO et évalué le moins disant.

17- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date d'ouverture des offres.

18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du MINSANTE sise à « **l'Immeuble de la Santé** » abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) non loin de l'immeuble siège de la

Les renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Division des Etudes et des Projets du Ministère de la Santé Publique sis à côté de l'Immeuble siège de la Croix - Rouge.

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email : dsi@minmap.cm.

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP, la CONAC, l'ARMP ou envoyer un SMS aux numéros suivants :

MINMAP : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 ; CONAC : 1517/ 698 675 627 ; ARMP : 2 22 20 18 03.

AMPLIATIONS :

- MINMAP
- ARMP (*Journal des projets*)
- Service des Marchés/DRFP
- CIPM/MINSANTE
- SOPECAM
- Archives
- Affichage

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES ET DU PATRIMOINE

SOUS-DIRECTION DU BUDGET ET DU FINANCEMENT

SERVICE DES MARCHES PUBLICS

BUREAU DES APPELS D'OFFRES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOURCES AND EQUIPMENT

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET AND FINANCING

PUBLIC CONTRACTS SERVICE

TENDERS OFFICE

National Open Call for Tenders

N° 1034 113-379 /NOCT/MINSANTE/CIPM/2026 relating to the external development and roadworks at the Medical Imaging Centre of the Meiganga Regional Hospital Annex in the Mbere Department, Adamaoua Region. **In Emergency procedure**

1 - Objet:

The purpose of this invitation to tender is the execution of external works on the access roads to the Medical Imaging Centre at the Meiganga Regional Hospital Annex in the Mbere Department, Adamaoua Region. **In Emergency procedure**

2 - Consistency of the work

The works covered by this invitation to tender concern all trades as set out in the bill of quantities and cost estimate (DQE) and comprise:

- Installations;
- Clearing and earthworks;
- Road surfacing;
- Sewerage and drainage;
- Engineering structures;
- Miscellaneous.

3 - Phases / Tender Lots

The works covered by this invitation to tender are divided into one (01) only lot

4 - Estimated cost:

The estimated cost of the works covered by this invitation to tender is sixty-one million two hundred and thirteen thousand two hundred and forty-two **(61 213 242) FCFA**.

5 - Completion period:

The completion period specified by the Client for the execution of the works is three (03) months for each lot.

6 - Eligibility and origin

Participation in this tender is open to companies incorporated under Cameroonian law with expertise in the construction sector.

7 - Funding

The works covered by this invitation to tender, following the completion of the preliminary studies, will be funded by the BIP MINSANTE under budget heading: **40 412 01 33000008 523316**.

8- Method of submission

Submissions must be made exclusively online via the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>

9- Provisional guarantee

Each tenderer must enclose with their administrative documents a tender bond, signed by hand, stamped and dated, accompanied by the CDEC receipt. The bond must be issued by a body or financial institution authorised by the Minister responsible for finance to issue bonds in the field of public procurement, the list of which is set out in Document 14 of the

Tender Documentation, and the amount of which is: **1 225 000 CFA francs**, inclusive of all taxes, and valid for up to thirty (30) days beyond the initial expiry date of the tenders. Failure to provide a tender bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement will result in the outright rejection of the tender.

A tender bond submitted but bearing no relation to the tender in question shall be deemed to be missing.

A tender bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible.

10. Inspection of the tender documents:

The tender documents may be inspected during office hours at the Public Procurement Department (Tender Office) of MINSANTE, located in the '**Immeuble de la Santé**' building, which houses the Studies and Projects Division (DEP), not far from the headquarters of the Croix - Rouge in Yaoundé (Telephone/fax 222 22 10 21), as soon as this notice is published and the electronic version is available on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

11- Purchase and collection of the tender documents:

The tender documents may be obtained from the Public Procurement Department on the ground floor of the Health Building, which houses the Studies and Projects Division (DEP), situated near the Red Cross (telephone/fax 222 22 10 21), as soon as this notice is published, upon presentation of a receipt for payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of **one hundred thousand (100,000) CFA francs**. When collecting the tender documents, the tenderer must submit a copy of their payment receipt clearly showing their name, the name of the Contracting Authority and the tender reference number. It is also possible to obtain the Tender Documents free of charge by downloading them from the COLEPS platform, available at the addresses indicated above for the electronic version. However, online submission is subject to payment of the fee for the Tender Documents.

12. Submission of tenders:

Tenders must be submitted electronically via the COLEPS platform to the email addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> by 13:00 local time on **03/11/26** at the latest. A backup copy of the tender, together with the original tender bond and the CDEC receipt, saved on three (03) USB sticks, must be submitted to the Public Procurement Department (Tender Office) of the Ministry of Public Health, located near the Red Cross (Telephone/fax 222 22 10 21), in a sealed envelope clearly and legibly marked 'backup copy', which must bear the following wording:

« National Open Tender Notice No. _____ / AONO/MINSANTE/CIPM/2026 relating to the external development and roadworks at the Medical Imaging Centre of the Meiganga Regional Hospital Annex in the Mbere Department, Adamaoua Region. Under an urgent procedure. To be opened only during the tender evaluation session »

File size and format

For online submission, the maximum file sizes for documents to be uploaded via the platform and forming part of the tenderer's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The tenderer should ensure they use compression software to reduce the size of the files to be submitted where possible.

13 - Admissibility of tenders:

The administrative documents, the technical proposal and the financial proposal must be submitted via the COLEPS platform.

Any tender that does not comply with the requirements of the Tender Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a stamped and manually endorsed tender bond, accompanied by the CDEC receipt, in the amount of one million two hundred and

twenty-four thousand two hundred and sixty-six (1 225 000), issued by a first-class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the templates for the documents in the Tender Documentation, will result in the outright rejection of the tender without any right of appeal.

NB:

- A tender bond submitted but bearing no relation to the tender in question shall be deemed to be missing. A tender bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible;

- These administrative documents must be valid.

14- Opening of tenders :

The opening of tenders (administrative documents, technical and financial bids) will take place in a single session on 03/11/26 2026, starting at 2.00 pm, and will be conducted by the Internal Procurement Committee (CIPM).

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a single person of their choice who is duly authorised, even in the case of a consortium.

Failure to comply will result in rejection; the required documents in the administrative file must be submitted as originals or as copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Tender Regulations. They must have been issued within the last three (03) months from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file at the time of the opening of tenders, following a 48-hour grace period granted by the Commission, the tender will be rejected.

15- Main evaluation criteria:

The evaluation criteria set out the minimum requirements that must be met.

These include, in particular:

❖ Elimination criteria

(a) Failure to provide a tender bond that is stamped, dated, signed and paid for by hand, accompanied by the receipt confirming its submission to the CDEC at the time of the opening of tenders.

(b) failure to produce, within 48 hours of the opening of tenders, a document from the administrative dossier deemed non-compliant or missing at the time of the opening of tenders (with the exception of the tender bond);

(c) false declarations, fraudulent practices or falsified documents

(d) failure to meet at least 75 per cent of the essential criteria;

(e) failure to provide a sworn statement confirming that the contractor has not abandoned any construction sites in the last three years and is not included on the list of defaulting companies drawn up annually by the ARMP;

(f) failure to comply with the file format for tenders;

(g) the absence of a quantified unit price in the financial tender;

(h) Failure to provide a valid Category C certificate (Building and Public Facilities sub-sector);

(i) Failure to provide a component of the financial tender (the tender submission, the BPU, the DQE, SDP);

(j) Failure to provide the integrity charter, dated and signed on honour;

(k) lack of financial capacity amounting to at least fifty per cent (50 per cent) of the estimated amount of **30 606 621 CFA francs**, inclusive of all taxes;

(l) absence of a backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform;

NB:

- A security deposit provided which is unrelated to the tender in question shall be deemed to be missing;

- A security deposit presented by a tenderer during the opening session shall be inadmissible.

❖ Essential criteria

The key criteria for the qualification of tenderers will be assessed using a binary system (Yes/No) and will, for guidance, relate to:

a) the presentation of the tender;

- b) Two (02) references totalling at least sixty million (60 000 000) CFA francs over the last three (03) years (2025, 2024, 2023);
- c) the qualifications and experience of the company's technical staff;
- d) logistical resources;
- e) the methodology – work execution schedule;
- f) the terms and conditions for accepting the Invitation to Tender (CCAP and CCTP), dated and signed with the notation 'read and approved';
- g) Only tenders that have obtained at least 75 per cent 'Yes' responses will be admitted to the financial evaluation;
- h) the declaration of commitment to comply with environmental and social clauses, dated and signed on one's honour;
- i) the integrity charter, signed on one's honour.

16- Award of the contract:

The Contracting Authority will award the contract to the tenderer whose tender has been deemed to comply in all material respects with the provisions of the Tender Documents and has been assessed as the lowest bid.

17 – Validity period of tenders

Tenderers remain bound by their tender for a period of ninety (90) days from the date of opening of tenders.

18 – Further information

Further information may be obtained during office hours from the Public Procurement Department (Tender Office) of MINSANTE, located in the 'Immeuble de la Santé' building, which houses the Studies and Projects Division (DEP), not far from the headquarters of the Cameroonian Red Cross, or online via the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this notice.

Technical information may be obtained during office hours from the Studies and Projects Division of the Ministry of Public Health, situated next to the Cameroon Red Cross headquarters building.

19- Technical Support

To obtain technical support should you encounter any issues relating to the use of the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or email dsi@minmap.cm.

20- Combating corruption

If you witness any attempt at bribery or instances of malpractice, please call MINMAP, CONAC or ARMP, or send a text message to the following numbers:

MINMAP: 673 20 57 25 / 699 37 07 48

CONAC: 1517 / 698 675 627;

ARMP: 2 22 20 18 03

Ampliations:

- MINMAP
- ARMP (Journal des projets)
- Service des Marchés/DREP
- CIPM/MINSANTE
- SOPECAM
- Archives
- Affichage;



